



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 5 — 8 juin 1973

sommaire

page 1 :

L'AFRIQUE UNIE
SERA SOCIALISTE

page 3 :

COMBATTRE POUR LA LIBERTE,
C'EST COMBATTRE
POUR LE SOCIALISME

page 5 :

LUTTER CONTRE LES AFFAMEURS
CAPITALISTES

page 7 :

MADAGASCAR QUITTE
LA ZONE FRANC

page 9 :

PAS DE "SYNDICALISME"
A LA TRAORE !

page 11 :

MENACE D'EXPULSION A CLICHY

L'AFRIQUE UNIE SERA SOCIALISTE

La conférence des chefs d'Etat réunie à l'occasion du dixième anniversaire de l'Organisation de l'Unité Africaine devait contribuer à accrédi-ter l'idée que l'unité africaine était en marche. Elle a illustré exactement le contraire. Malgré toutes les tentatives de conciliation au cours des réunions préparatoires, même les réunions publiques ont donné lieu à des empoignades entre dirigeants.

L'unité africaine telle que la défendait l'OUA n'était, de toute façon, qu'une vaste hypocrisie collective que chaque Etat se plaisait à entretenir. Il ne reste même plus cela.

Il ne peut pas en être autrement. Tous les dirigeants africains cherchent à faire croire à leur peuple que contribuer à l'unification de l'Afrique est leur grande préoccupation. Mais ils n'en sont pas capables, et ils le savent très bien.

Pourtant, l'existence des frontières héritées de l'époque coloniale, partageant l'Afrique en une multitude de petits Etats faibles, séparant parfois le même peuple en plusieurs tronçons, est un non-sens. L'unification de l'Afrique est une nécessité.

prix: 1 Franc

(suite page 2)

Mais cette unification ne peut pas se faire — en tout cas, pas pacifiquement — entre des Etats qui tous sont au service des privilégiés et des classes possédantes. Pour ces privilégiés, l'Etat n'est pas seulement un instrument pour opprimer les pauvres, c'est aussi un moyen de leur extorquer de l'argent, de s'assurer des sinécures, de se donner des avantages multiples. Les privilégiés d'aucun pays n'accepteraient de plein gré d'abandonner les multiples avantages que leur assure la possession de leur Etat.

Les dirigeants des Etats actuels qui parlent de leur désir d'unité mentent tout simplement.

Il n'est pas étonnant que l'OUA ne veuille ni ne puisse rien faire pour l'unification de l'Afrique. Elle garantit d'ailleurs formellement dans sa charte les frontières héritées de l'époque coloniale. Elle n'est ni plus ni moins qu'une alliance réactionnaire d'Etats au service des exploités contre les peuples. Et les chefs des Etats qui participent à l'OUA ne sont unis que lorsqu'il s'agit de condamner la subversion, c'est-à-dire le droit des opprimés à la révolte. Et ce n'est pas pour rien qu'elle a son siège chez le très réactionnaire Hailé Sélassié et que son président sortant est le tout aussi réactionnaire Hassan II. Et les chefs d'Etat soi-disant progressistes qui y participent donnent simplement une preuve de plus qu'ils sont fondamentalement dans le même camp que les Hailé Sélassié et autres Hassan II.

L'unité de l'Afrique est une nécessité. Elle se fera. Mais à la condition que les travailleurs africains, alliés aux paysans pauvres, balayent les Etats des bourgeois et des privilégiés, prennent et exercent eux-mêmes le pouvoir. Les travailleurs seuls n'ont aucun intérêt, aucun privilège liés à l'existence d'Etats séparés.

L'Afrique unie sera socialiste ou ne sera pas.

COMBATTRE POUR LA LIBERTÉ C'EST COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

L'étudiant Oumar Diop Blondin vient de mourir en prison à la suite des tortures qu'il a subies de la part de la police de Senghor. Il a été assassiné parce qu'il a favorisé l'évasion de son frère arrêté pour activités subversives.

En Mauritanie, au Sénégal comme au Mali, les Etats mis en place par l'impérialisme répriment de manière sanglante toute opposition, toute contestation. Ce sont des dictatures qui défendent les intérêts d'une petite minorité de privilégiés. Elles ne peuvent tolérer aucune liberté.

Cette absence totale de libertés démocratiques, de liberté de presse, de liberté d'expression, de liberté d'organisation pèse pour ainsi dire sur toutes les couches de la population, en dehors de la poignée de privilégiés de haute volée ou de grands dignitaires du régime. Elle est en particulier ressentie par l'intelligentsia, par la petite-bourgeoisie intellectuelle, les étudiants en particulier. Rien n'est plus normal : un intellectuel digne de ce nom ne peut pas s'accomoder du règne de la matraque, de la servilité à l'égard du pouvoir que la dictature exige de lui.

Certes, bon nombre d'étudiants se font finalement une raison et acceptent de vendre leur conscience en contrepartie d'un espoir de carrière et concentrent leur ambition à se faire une place parmi les dignitaires de la dictature. D'autres préfèrent "ne pas se mouiller" et si, en privé, ils se disent opposés à la dictature, ils gardent, en public, un silence prudent et refusent de "faire de la politique". D'autres encore choisissent de se caser en France ou dans un pays occidental.

Mais il en est, parmi les étudiants, qui sont sincèrement attachés à la liberté, aux droits démocratiques, et qui sont prêts à sacrifier leur carrière et parfois leur vie en luttant contre la dictature. Diop Blondin en donne une illustration. Et il n'est pas le seul : les étudiants ont constitué au cours de l'année passée, tant au Sénégal qu'en Mauritanie, une des catégories que le régime a le plus de mal à mettre au pas, malgré les incorporations d'office, malgré les emprisonnements.

Tous ces étudiants ont leur place dans la lutte contre la dictature, et cette place, certains d'entre eux l'occupent déjà.

Mais leur combat, même celui des plus sincères d'entre eux, conduira inévitablement à une impasse, au remplacement d'une dictature par une autre, s'ils ne lient pas le combat pour les libertés démocratiques au combat contre tous les privilèges et contre toute exploitation.

Il ne suffit pas de s'attaquer à quelques branches pourries du système actuel, il faut s'attaquer à ses racines mêmes. La dictature politique de pe-

tits groupes d'hommes soutenus par l'impérialisme repose sur les inégalités sociales criantes, sur le fait que les richesses et les biens sont concentrés dans les mains de quelques privilégiés, impérialistes surtout, africains parfois. Si ces inégalités demeurent, la dictature repoussera inévitablement.

La seule classe sociale qui ait à la fois tout intérêt à arracher impitoyablement tous les privilèges, toutes les racines de l'exploitation, et qui puisse conquérir et exercer effectivement le pouvoir politique dans l'intérêt de toutes les couches exploitées, c'est la classe ouvrière. C'est aussi la seule classe qui a la capacité non seulement de vaincre et de déposséder les privilégiés africains mais aussi d'étendre sa révolution au prolétariat d'autres pays, notamment des pays développés, et qui, par conséquent, est la seule à pouvoir engager le combat pour la destruction même de l'impérialisme.

Les dictatures de nos pays prospèrent sur la pourriture d'un ordre social malade. C'est tout l'ordre social capitaliste, basé sur l'exploitation, sur les inégalités, sur l'oppression qu'il faut détruire et remplacer par un autre. Et pas à l'échelle d'un pays — car il ne peut pas y avoir de minuscules paradis de liberté dans un univers d'oppression — mais dans le monde. Le prolétariat est la seule classe qui peut être l'artisan de cette gigantesque transformation.

Aujourd'hui, la seule façon conséquente de lutter contre les dictatures inhumaines qui ensanglantent l'Afrique est de se ranger dans le camp du prolétariat. La seule façon de combattre efficacement pour les libertés démocratiques est d'être un révolutionnaire socialiste.

Dans ce combat, il y a de la place pour tous les étudiants sincères et dévoués. À condition qu'ils sachent rompre avec la mentalité, les préoccupations de leur classe sociale ; à condition qu'ils acceptent le point de vue de classe du prolétariat et qu'ils acceptent de se mettre au service de ce dernier.

En particulier ici, dans l'émigration, où les étudiants ont une relative facilité d'organisation et une relative liberté d'expression, il y a du travail pour ceux des étudiants qui en ont assez des bavardages dans les petits cercles d'intellectuels et qui sont conscients du fait qu'une fraction importante de la classe ouvrière d'Afrique Occidentale vit dans des foyers-taudis et lutte dans les entreprises, à deux pas des cafés du Quartier latin.

Ici, dans l'émigration, comme là-bas, au pays, voilà le choix qui se présente devant l'étudiant sincèrement désireux de combattre contre la dictature et pour les libertés démocratiques. Ou bien s'engager dans une voie sans issue en se trompant soi-même et en trompant les autres. Ou combattre pour la révolution socialiste en se mettant aux côtés de la classe travailleuse.

LUTTER CONTRE LES AFFAMEURS CAPITALISTES

La famine devient de semaine en semaine plus grave en Afrique Occidentale. Pas un seul d'entre nous qui n'ait reçu des nouvelles inquiétantes de la part de parents et de proches.. Des villages entiers qui se vident parce qu'il n'y reste plus un grain de mil. Les abords de Nouakchott, de Bamako ou de Dakar se gonflent de paysans ou d'éleveurs qui cherchent dans les villes quelques subsistances qu'ils ne trouvent plus à la campagne. Chassés des villages par la faim, des milliers se retrouvent dans des bidonvilles infâmes.

Ici en France, les organes d'information bourgeois commencent à parler de la menace de mort que fait peser la famine sur six millions d'Africains. Les uns pour parler de catastrophe naturelle avec un ton plein de commisération et pour en appeler à la charité. Les autres avec des arguments d'un racisme à peine voilé pour s'en prendre à l'incapacité des Africains. D'autres encore pour louer la "générosité" du gouvernement français qui a envoyé des céréales et qui vient de débloquer des crédits pour, affirme-t-il, venir en aide aux régions en détresse.

Cette propagande marche à un tel point que bien des travailleurs français avec qui nous partageons les peines de l'exploitation quotidienne et qui sont nos camarades dans la lutte, nous parlent de la famine avec plus de pitié que de révolte. Nous avons bien des choses à leur expliquer.

Leur expliquer d'abord que la famine n'est pas la faute de la nature. Il est possible de combattre la sécheresse à condition d'avoir des capitaux pour régulariser le cours des fleuves, pour construire des barrages, pour organiser l'irrigation, pour creuser des puits. Et les travailleurs, les paysans d'Afrique Occidentale créent des richesses qui seraient suffisantes pour financer tout cela. Seulement l'économie est organisée de telle façon que toutes les richesses créées profitent aux groupes capitalistes occidentaux, français en particulier. Les travailleurs d'Afrique ont beau peiner tant et plus, le bénéfice de leur travail leur est volé par l'impérialisme. Plus le paysan sénégalais peine, plus il enrichit le capitaliste Lesieur qui fabrique de l'huile avec l'arachide du Sénégal. Plus le paysan tchadien produit de coton, plus il crée de bénéfice pour des gens comme le gros capitaliste Boussac, un des hommes les plus riches de France, qui exploite également des milliers de travailleurs français. Plus le mineur de Zouerate extrait de minerai de fer, plus le trust capitaliste MIFERMA gagne des millions.

Les responsables de la famine, ce sont les capitalistes, et ce sont les mêmes capitalistes qui exploitent les travailleurs africains et les travailleurs français. Voilà ce que nous devons expliquer aux travailleurs français.

Nous devons leur expliquer également que lorsque les ministres français parlent d'aide à l'Afrique, ils mentent comme des cochons. Bien sûr, le gouvernement vient de débloquer un crédit de dix millions de francs pour acheter des céréales. Mais en même temps, un seul trust comme la MIFERMA réalise sur le dos des ouvriers de Zouérate un bénéfice officiel de soixante millions. Et la MIFERMA n'est pas la seule à exploiter des travailleurs en Afrique.

Nous ne voulons pas que le gouvernement français prenne dans la poche des contribuables, c'est-à-dire en fin de compte dans la poche des travailleurs en France, de quoi faire la charité, alors qu'il aide les gros capitalistes à voler dix fois, cent fois plus aux travailleurs et aux paysans pauvres d'Afrique.

Les intérêts des travailleurs d'Afrique et ceux de France sont les mêmes, car ceux qui affament les premiers sont les mêmes que ceux qui exploitent les seconds. Notre intérêt commun est de balayer toute cette racaille inhumaine dont la soif de profit est la cause de la menace de mort qui plane sur six millions d'hommes en Afrique, mais qui est aussi responsable des misérables conditions d'existence des travailleurs partout dans le monde. La seule façon efficace d'empêcher que des famines catastrophiques comme aujourd'hui puissent se reproduire n'est pas de pleurer, ni de cacher sa misère, c'est de lutter contre le capitalisme, afin que les travailleurs prennent partout le pouvoir et partagent fraternellement toutes les richesses de la terre.

oOo

MADAGASCAR QUITTE LA ZONE FRANC

NOUVELLE REPARTITION ENTRE EXPLOITEURS FRANCAIS ET MALGACHES MAIS TOUJOURS
SUR LE DOS DES EXPLOITES !

Après des mois de marchandages, les négociations entre les gouvernements malgache et français au sujet du renouvellement des accords de coopération ont pris fin. On sait que le résultat le plus spectaculaire de ces négociations est le retrait de Madagascar de la zone franc. Car pour le reste, les anciens accords de coopération ont tout au plus été modifiés et quelque peu dépoussiérés, mais les nouveaux accords consacrent les mêmes liens de subordination de Madagascar à la France impérialiste.

Le retrait de la zone franc signifie que désormais, l'Etat malgache émettra sa propre monnaie, qui ne sera plus complètement liée au franc français comme l'est par exemple le franc CFA. Le franc CFA dépend entièrement de la Banque de France, donc de l'Etat français, et les Etats où il est en vigueur n'ont pas la possibilité d'en changer le prix d'échange contre d'autres monnaies. D'ailleurs, le franc CFA ne s'échange contre aucune autre monnaie que le franc français. Ce qui fait que, entre bien d'autres avantages, ce système permet à l'impérialisme français de contrôler le commerce extérieur de tous les Etats à franc CFA ; que les capitalistes français peuvent investir dans les pays en question sans limitation et sans contrôle et rapatrier leurs bénéfices ; que toute dévaluation du franc français est automatiquement subie par le franc CFA.

Dans les questions de monnaie, comme dans bien d'autres, les régimes mis en place par l'impérialisme au moment de la décolonisation, n'ont aucune indépendance.

C'est donc bien le moindre des droits d'un Etat indépendant que de vouloir se débarrasser de ce carcan, n'en déplaise aux défenseurs français et africains de l'impérialisme qui ont crié à l'ingratitude et à l'aventure.

Cela dit, est-ce que l'indépendance monétaire un peu plus grande de Madagascar signifie que quelque chose sera changé dans les conditions d'existence des travailleurs et des paysans pauvres malgaches, ou même que Madagascar sera désormais débarrassée de l'emprise de l'impérialisme français ? Certainement pas.

L'emprise de l'impérialisme français sur ses anciennes colonies n'est pas seulement due à son emprise monétaire, ni même au fait que la plupart des hommes politiques à qui il avait confié le pouvoir politique en accordant l'indépendance lui sont dévoués. Elle est due bien sûr au fait que des secteurs essentiels de l'économie malgache sont directement contrôlés par des capitaux français. Elle est due également aux profondes transformations que la colonisation a imposées à l'économie malgache, comme à toutes les économies africaines et qui les rendent profondément dépendantes de l'économie de l'ancienne métropole.

Dans ces conditions, ce que l'Etat bourgeois malgache peut espérer de mieux, c'est que les privilégiés malgaches bénéficient d'une part un peu plus grande de toutes les richesses créées par les exploités malgaches. Tous ces marchandages entre les privilégiés malgaches et l'impérialisme français se font donc sur le dos de ceux qui travaillent à Madagascar, ouvriers et paysans pauvres. Quelle que soit la répartition entre les deux premiers, les seconds n'en bénéficient guère.

La monnaie malgache plus indépendante signifie par exemple que l'inflation de la monnaie ne profitera pas seulement à l'Etat des bourgeois français, mais aussi à l'Etat des bourgeois malgaches. Cette situation ne commencera à prendre fin que lorsque les exploités de Madagascar prendront le pouvoir et orienteront l'économie en fonction de leurs intérêts, et non pas en fonction de celle des exploités de quelque nationalité qu'ils soient.

oOo

PAS DE "SYNDICALISME" A LA TRAOURE

Le gouvernement malien vient d'envoyer une délégation en France pour tenter de créer une organisation à sa solde, regroupant les travailleurs maliens en France. Un congrès de fondation est prévu pour bientôt sous la houlette du Comité Militaire. Des cartes d'invitation commencent à être distribuées dans un certain nombre de foyers. Les bénéficiaires de ces cartes d'invitation sont cependant soigneusement sélectionnés: le Comité Militaire ne veut pas de surprises, et veut éviter que certains travailleurs maliens profitent de l'occasion pour dire ce qu'ils pensent du gouvernement.

La nouvelle association est censée couper l'herbe sous les pieds de l'ATMF, autre association prétendant regrouper des travailleurs, qui fut créée naguère par le gouvernement malien, mais par le gouvernement de Modibo Keita, au temps où il était au pouvoir. Alors évidemment, cela gêne le Comité Militaire de ne pas avoir son association de travailleurs bien à lui.

La nouvelle association qui s'appellera Regroupement des Travailleurs Maliens en France (RGTMF) et qui sera dirigée par Moussa Diomassy s'ajoutera donc aux autres associations pro-gouvernementales du genre de l'ATMF ou encore de l'UGTMF. Toutes ces associations prétendent regrouper des travailleurs et les aider. Mais dès que nous avons le moindre conflit avec des marchands de sommeil ou avec l'administration, et à plus forte raison, dès que nous nous mettons en lutte, nous trouvons invariablement toutes ces organisations contre nous. Lors de grèves de loyer ou à l'occasion de menaces d'expulsion, leur intervention précède généralement celle de la police. Leurs dirigeants viennent nous conseiller d'exécuter pacifiquement ce que la police vient ensuite nous imposer par la force.

Bien des fois ces associations gouvernementales ne se contentent pas de soutenir les marchands de sommeil contre les locataires, mais jouent elles-mêmes le rôle de marchands de sommeil. Les exemples ne manquent pas. C'est ainsi par exemple qu'un des responsables de l'ATMF, était gérant du foyer CAMA du 42 rue Landy. Lorsque les locataires de ce foyer entamèrent une grève, l'ATMF se mit du côté de la CAMA et diffusa un tract pour dire que la grève n'avait pas du tout l'accord des locataires, mais leur avait été imposée par des agitateurs gauchistes. Des membres de l'ATMF vinrent systématiquement saboter les réunions des locataires en grève de loyer. Jusqu'au jour, en tout cas, où les locataires excédés finirent par mettre dehors à coups de poings un membre de l'ATMF, l'envoyant pour quelques temps à l'hôpital, ce qui, enfin, le calma.

Sur ce plan, l'UGTMF ne vaut pas mieux. Les locataires du foyer du 65 rue de la République à Montreuil se souviennent bien du dénommé Dabou Baby qui cumulait ses fonctions de " syndicaliste " dirigeant de l'UGTMF avec celle de gérant de foyer, et accessoirement, d'agent de l'ambassade du Mali.

Avec de tels antécédants, on ne s'étonnera pas que dans bien des foyers, les travailleurs aient accueilli les initiatives des "syndicalistes" de Moussa Traouré comme elles le méritaient. C'est ainsi qu'au foyer du 49 Léon Gaumont à Montreuil, la lettre envoyée par le RGTMF aux délégués fut lue et discutée publiquement, par tous les travailleurs, et la décision fut prise de boycotter le congrès des mouchards de l'ambassade.

Si nous avons une conclusion à tirer de toutes ces tentatives des gouvernements africains de créer des associations regroupant les travailleurs ressortissant de leur pays, elle est la suivante : il y a bien des gens qui veulent nous regrouper et parler en notre nom. Les agents des gouvernements d'aujourd'hui en général, les agents des gouvernements d'hier parfois, quand ce ne sont pas les agents d'un quelconque gouvernement bourgeois de demain. Tous ces gens-là sont nos ennemis, même si parfois ils prétendent nous défendre. Il est grand temps que nous nous organisions nous-mêmes, dans notre propre intérêt. Pour défendre nos intérêts immédiats ici en France, bien sûr. Mais pas seulement.

Toutes les associations gouvernementales ne cachent pas qu'elles défendent aussi une politique. Celle du gouvernement en place, bien sûr. Alors, nous aussi, nous devons construire notre organisation, qui ne défende pas la politique d'un gouvernement bourgeois du présent ou du futur, mais qui soit notre instrument à nous pour conquérir le pouvoir politique dans nos pays. C'est-à-dire construire une organisation révolutionnaire socialiste des travailleurs.

oOo

MENACE D'EXPULSION A CLICHY

La préfecture a décidé de fermer le foyer de travailleurs africains du 66, rue Madame-de-Sanzillon, à Clichy, qui était géré par l'association France-Afrique. Elle a pris comme prétexte le fait que des travailleurs sans logement habitaient clandestinement au foyer.

Le prétexte est un peu gros. S'il n'y avait que le problème des clandestins, pourquoi la préfecture n'a-t-elle pas proposé de trouver un logement pour ceux-là en laissant tranquilles les autres ? En réalité, ce qui semble plus probable, c'est qu'on cherche à rouvrir le foyer ultérieurement, mais avec des loyers plus élevés. Il faut dire que le foyer de Clichy demandait jusqu'ici un loyer relativement modique pour des chambres à deux ou trois personnes.

Quelles que soient cependant les raisons de la préfecture, les locataires sont bien décidés à ne pas accepter la fermeture du foyer et l'expulsion qui doit être exécutoire dans les prochains jours. Ils n'acceptent pas plus les propositions de relogement qui avaient été faites jusqu'à présent, à la fois parce que les loyers proposés sont élevés, mais aussi parce que les locataires seraient relogés par petits groupes.

L'attitude de la préfecture à l'égard du foyer de Clichy montre à quoi servent toutes les lois sur le logement des travailleurs émigrés, ces lois que le gouvernement présentait comme un soutien aux victimes des marchands de sommeil, comme un pas dans l'amélioration des conditions d'hygiène dans les foyers. Ainsi que nous n'avons pas cessé de le dénoncer, toutes ces lois n'ont pas donné un seul logement de plus ; par contre, elles fournissent aux autorités de nouveaux prétextes aux expulsions et aux fermetures de foyers. De plus, elles prétendent encore que c'est dans notre intérêt, pour des raisons d'hygiène ou de sécurité.

Nous ne tenons pas à habiter dans des foyers surchargés. Mais le problème est d'en construire suffisamment et non pas de fermer ceux qui existent, sous prétexte qu'ils sont surchargés !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge ; qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas ; qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmanes, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples et pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le lui prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner eux-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'ils puissent eux-mêmes partir à la conquête du pouvoir.